Chantier de recherche : Genre et sexualité en migration

Entretien avec Éric Fassin, professeur de sociologie à l'université Paris 8-Saint-Denis-Vincennes, Caroline Ibos, maîtresse de conférences en science politique à l'université Rennes-2, et Marta Segarra, professeure de littérature, directrice adjointe du Laboratoire d'études de genre et de sexualité (LEGS-CNRS).

Manuela Salcedo Robledo

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/hommesmigrations/6817>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.6817

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2018

Pagination : 171-178

ISBN : 978-2-919040-42-1

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Manuela Salcedo Robledo, « Chantier de recherche : Genre et sexualité en migration », *Hommes & migrations* [En ligne], 1322 | 2018, mis en ligne le 01 juillet 2018, consulté le 21 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/6817> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.6817>

RECHERCHE

CHANTIER DE RECHERCHE : GENRE ET SEXUALITÉ EN MIGRATION

Entretien avec ÉRIC FASSIN, professeur de sociologie à l'université Paris 8-Saint-Denis-Vincennes, CAROLINE IBOS, maîtresse de conférences en science politique à l'université Rennes 2, et MARTA SEGARRA, professeure de littérature, directrice adjointe du Laboratoire d'études de genre et de sexualité (LEGS-CNRS). Questions formulées et texte édité par MANUELA SALCEDO ROBLEDÓ, post-doctorante UPL-LEGS-Paris 8.

Cet entretien présente le projet de recherche « Genre et sexualité en migration. “Laisser la parole” sans “parler à la place” », financé par l'université Paris Lumières et qui associe le Laboratoire des études de genre et de sexualité (LEGS-CNRS), l'Institut national de l'audiovisuel et le Musée national de l'histoire de l'immigration. Ce projet est coordonné par Éric Fassin, Caroline Ibos, Hélène Nicolas, Marta Segarra et Manuela Salcedo.

Manuela Salcedo¹ : Comment avez-vous rencontré les questions de genre, de sexualité et de migration dans vos travaux respectifs ?

Caroline Ibos : Mes recherches empiriques portent sur les personnes rémunérées pour prendre en charge les tâches domestiques et mon travail théorique sur les domesticités comme relations particulières à la fois par leur forme et par les structures sociales qui les rendent possibles. Or la division du travail délègue prioritairement les tâches domestiques à des femmes qui, dans

les métropoles occidentales, viennent souvent des pays du Sud : à la division sociale s'ajoute une division raciale. Parmi ces femmes, certaines sont françaises mais peuvent toujours être considérées, des années après leur arrivée en France, comme « étrangères ». J'ai effectué l'ethnographie d'un groupe de femmes vivant à Paris et nées en Côte d'Ivoire, migrantes économiques que l'on appelle « nounous », un mot doux pour dire qu'elles s'occupent des enfants et des tâches ménagères dans des familles parisiennes, mais je considère également d'autres formes de travail domestique, comme celui des salarié.e.s des entreprises de

1. Manuela Salcedo : Ma.S. ; Caroline Ibos : C. I. ; Marta Segarra : M. S. ; Éric Fassin : E. F.

RECHERCHE

nettoyage ou de chauffeurs privés. Toutes ces personnes ont souvent un lien avec la migration, parfois autobiographique, mais parfois assigné. À partir du travail domestique et des domesticités, je m'intéresse donc à des personnes marginalisées, prises dans des interactions et des relations asymétriques maillant de manière très subtile le genre, la classe sociale et l'origine ethnique réelle ou supposée.

Éric Fassin : De mon côté, je suis parti des questions sexuelles et raciales, dans une double logique : les penser en parallèle et dans leurs intersections. C'était dans le contexte des États-Unis des années 1990, au moment où se développait la notion d'intersectionnalité, c'est-à-dire le croisement entre les différentes logiques de domination (genre, race et classe). Or, depuis les années 2000, je travaille davantage sur la France et l'Europe, où les politiques de racialisation croisent les politiques d'immigration : on traite comme des étrangers, en raison de leur apparence ou de leur origine supposée, des gens qui sont pourtant des ressortissants français ou européens. Pourtant, officiellement, nos États rejettent avec force le racisme. Il faut donc justifier les politiques d'exclusion. Et c'est alors qu'interviennent genre et sexualité : d'un côté, on revendique la liberté sexuelle et l'égalité des sexes, jusqu'à offrir l'asile à quelques victimes étrangères de sexisme et d'homophobie ; de l'autre, on exclut des migrant.e.s, non par racisme ou xénophobie, mais au nom de ce que j'appelle la « démocratie sexuelle ». Depuis lors, j'essaie de mieux analyser ce double jeu – non seulement ses contradictions, mais aussi et surtout ses effets : ce qu'il produit sur les personnes, sur leur identité ou identification nationale, raciale et sexuelle, mais aussi ce qu'il fait à la démocratie tout court.

Marta Segarra : Pour ma part, je me suis intéressée d'abord, dans les années 1990, à la littérature écrite en français par des femmes maghrébines. En les lisant, j'ai été confrontée, d'abord, à la question de l'autobiographie et du témoignage, de tout ce qui

relève de l'écriture dite « du moi » ou « de soi », et de l'expérience « réelle » confrontée à la « fiction », qui serait plus « littéraire ». Sans entrer dans la sociologie de la littérature, je me suis intéressée au contexte social et historique de cet espace littéraire, et surtout à des débats théoriques qui le touchent : l'éventuelle influence du genre « sexuel » par rapport au genre littéraire de l'autobiographie ; la relation qu'entretiennent ces romancières avec la langue (française, arabe et le berbère ou tamazight), qui m'a semblé pour la plupart différente de celles des écrivains hommes ; la (non) représentation de la sexualité des femmes dans ces romans ; et, enfin, le rendu littéraire des expériences de la migration, soit personnelle, soit familiale. Plus récemment, je me suis aussi intéressée à la mise en récit de ces expériences, au-delà du support littéraire et filmique.

Ma. S. : Quand est-ce que le projet « Genre et sexualité en migration » a été créé et pourquoi avoir choisi ce sujet ? Comment est venue l'idée de se focaliser sur cette problématique ?

C. I. : Comme nous sommes chercheur.e.s au Laboratoire des études sur le genre et la sexualité (LEGS), le genre et la sexualité sont au centre de nos travaux. Mais il y a dans notre laboratoire une pluralité de méthodes, d'objets, de disciplines et de perspectives de recherche, propice aux projets interdisciplinaires. Nous sommes plusieurs à réfléchir dans nos recherches personnelles sur des migrations spécifiques, et il nous semblait intéressant de comparer des contextes, des itinéraires, des récits migratoires et de réfléchir ensemble sur nos méthodes et nos outils. Je crois qu'épistémologiquement notre point de convergence est de nous intéresser aux expériences subjectives des migrant.e.s, de ne pas les considérer comme problématiques mais comme des personnes ordinaires, capables d'agir de manière autonome et cherchant juste à vivre leur vie le mieux possible.

Si mes recherches micropolitiques sur les travailleuses domestiques migrantes se sont d'abord attachées à décrire, au ras du sol, leur expérience des contraintes, les formes de la subordination ou du mépris qu'elles perçoivent et qu'elles cherchent à déjouer, il me semblait intéressant de les réinscrire dans des approches à la fois plus généalogiques et plus théoriques. Le travail scientifique collectif permet de prendre de la distance par rapport à ses propres objets et chacun.e effectue son travail spécifique dans un chantier plus vaste, en intégrant de ce fait une partie des recherches des autres.

Ma. S. : Et pour vos propres recherches ?

C. I. : Pour mes recherches personnelles, ce projet me permet de retravailler certaines perspectives analytiques et notamment les interactions entre migrations, domesticités et postcolonialisme. Le lien entre l'héritage colonial et les formes de la délégation du travail domestique n'était qu'un horizon assez flou de mes premiers travaux, alors qu'en réalité le colonialisme a généré un système de domesticité précis qui continue de marquer les sociétés. Certains travaux quantitatifs confirment des recherches ethnographiques et montrent que les anciennes puissances coloniales ou esclavagistes et les pays issus de la décolonisation partagent une expérience de la domesticité : ils comptent proportionnellement bien plus de domestiques que des pays au développement économique comparable restés en dehors du processus colonial. Le fait qu'en France les travailleuses domestiques soient liées au Maghreb ou à l'Afrique subsaharienne est la conséquence d'un système de domesticité colonial qui se reformule, au Nord comme au Sud, dans la globalisation postcoloniale.

E. F. : Pour ma part, j'essaie de réfléchir depuis une dizaine d'années aux effets des politiques d'immigration sur les subjectivités ; autrement dit, de ne pas seulement analyser les discours (ceux – plus

souvent que celles – qui ont la parole), mais aussi, dans une perspective qui doit beaucoup à Foucault et à Butler, la double logique de l'assujettissement et de la subjectivation, c'est-à-dire de l'assignation mais aussi de l'identification. J'ai ainsi travaillé sur les « mariages mixtes » et la violence qui est infligée par l'État à ces couples binationaux – c'est aussi le sujet de votre thèse, Manuela, qui analyse de manière à la fois subtile et forte la police de l'amour et ce qu'elle fait aux gens. Nous avons d'ailleurs publié ensemble un article qui s'interroge sur la « vérité » en matière d'identité sexuelle (en l'occurrence d'homosexualité) quand la vérité est aussi une catégorie administrative, policière et judiciaire. C'est ce qui nous amène, à participer bientôt à un projet sur « l'asile sexuel » que notre collègue du LEGS, le juriste Daniel Borrillo, lance sous l'égide du Défenseur des droits.

C. I. : Ces questions de genre, de sexualité et de migration sont présentes dans nos travaux depuis longtemps au sein de notre laboratoire, et c'est pourquoi nous avons proposé un projet associant le Musée national de l'histoire de l'immigration, ce qui fait sens immédiatement, et l'Institut national de l'audiovisuel pour les fonds d'archives qu'il détient.

Ma. S. : Si ce sont des enjeux d'actualité politique, dans le champ scientifique, les questions liées aux migrations ne sont pas très souvent croisées avec celles du genre et de la sexualité. Comment le projet se positionne-t-il au sein des champs de recherche qu'il souhaite articuler ?

E. F. : Sur ce sujet, on ne peut pas avoir l'illusion de rester en dehors de la politique : un jeune collègue italien, Massimo Prearo, en a fait l'expérience quand la journée qu'il organisait sur l'asile LGBT à l'université de Vérone a été « suspendue » par son président en raison des pressions exercées par l'extrême droite qui vient d'arriver au pouvoir dans ce pays. Notre projet a aussitôt décidé d'organiser

RECHERCHE

cette journée d'études dans notre laboratoire qui offre « De l'asile politique à l'asile sexuel » : c'est l'occasion de réfléchir au contexte politique dans lequel nous travaillons.

Par ailleurs, je dirais que la prise de conscience d'une immigration au féminin, mais aussi des migrations sexuelles, amène à poser d'autres questions : on parle davantage de corps et d'affects. Les logiques économiques, juridiques et politiques ne doivent pas faire oublier que ce sont bien des corps qui sont affectés par la migration, et par les politiques d'immigration.

Ma. S. : Du côté de la Littérature, ces questions des affects et des corps sont très présentes...

M. S. : Oui, le genre et la sexualité ont été toujours au cœur de mes propres recherches autour de ce qui a été appelé, d'abord au Québec et ensuite en France, les « littératures migrantes ». Tel que je l'ai expliqué, les femmes provenant des pays du Maghreb partagent, en général, une expérience différente de celle des hommes par rapport au fait migratoire. Et, en littérature, les affects, les émotions et tout ce qui est en rapport avec le corps et la subjectivité sont toujours fondamentaux. On ne peut jamais faire l'économie des questions de genre et de sexualité.

C. I. : Dans les sciences sociales, on ne peut que constater une tradition androcentrique. Les migrations, qu'elles soient économiques ou politiques, ont d'abord été analysées comme masculines et, aujourd'hui encore, la figure de référence « du » migrant reste une figure masculine. Or les femmes ont toujours circulé, franchi des frontières, que ce soit pour travailler ou pour fuir l'oppression. Par exemple, à la fin du XIX^e siècle, des jeunes filles arrivaient à Paris des campagnes allemandes et des montagnes suisses pour s'engager comme domestiques au moment même où des intellectuelles russes révolutionnaires fuyaient la répression impériale. En France, la question des femmes

migrantes s'est constituée comme question politique digne d'intérêt autour du regroupement familial : les femmes n'ont pas d'abord été considérées comme des êtres autonomes, dignes d'intérêt pour elles-mêmes, mais comme des épouses, des filles ou des mères. Dans les années 1990, l'Organisation internationale du travail (OIT) a repéré une « féminisation » progressive des migrations pour aujourd'hui établir que les femmes sont majoritaires dans les migrations de travail transcontinentales. Mais cette féminisation semble d'abord liée aux outils disponibles pour la mesurer, c'est-à-dire à l'intégration du genre dans les cadres analytiques.

L'observation des migrations féminines a fait naître de nouvelles questions. Historiquement, les hommes migrants ont surtout été considérés en tant que travailleurs. L'éducation des enfants à distance, les relations familiales transnationales, les circulations entre pays d'origine et pays de travail, les formes politiques de la nostalgie, la texture intime de l'expérience migratoire sont des focalisations récentes, qui concernent autant les hommes que les femmes, mais qui ont été pensées à partir des migrations féminines. Et l'observation de la situation des migrantes éclaire également les relations de genre dans les sociétés de départ et d'arrivée.

Ma. S. : Pourquoi avez-vous fait le choix de traiter ce sujet d'un point de vue interdisciplinaire ?

C. I. : Que des sociologues, des anthropologues, des politistes travaillent ensemble est habituel car nos méthodes sont transdisciplinaires. Cela se justifiait d'élargir le cercle des disciplines au droit parce que les migrant.e.s agissent dans les limites du droit, et aux études littéraires parce que, méthodologiquement, nous souhaitons constituer un corpus de récits migratoires. En ce sens, avec Marta Segarra et Marianne Amar, nous travaillons sur le Fonds Ménie Grégoire qui contient 60 000 lettres écrites entre 1968 et 1979, principalement par des femmes,

et dont le classement est établi à partir de catégories de l'intimité : l'adultère, l'éducation sexuelle, la jalousie, l'abandon conjugal... Notre intuition est que des femmes migrantes ont pu écrire à Ménie Grégoire. Qu'une spécialiste de littérature comparée, une historienne et une politiste réfléchissent ensemble sur ces documents peut affranchir nos hypothèses de certains biais liés aux ancrages disciplinaires.

E. F. : Je suis d'accord avec Caroline Ibos. Par définition, les études de genre sont pluri- et interdisciplinaires – plus que beaucoup d'autres domaines. Nous le revendiquons, et nous le mettons en pratique en proposant des éclairages complémentaires sur des objets différents. Pour ma part, je m'intéresse de longue date aux représentations. Par exemple, j'ai travaillé sur des écrivains, comme Michel Houellebecq ou Christine Angot, ou encore Marie NDiaye, qui parlent de genre et de sexualité, voire de race. La question de la représentation est cruciale lorsqu'il s'agit des minorités (sexuelles ou raciales) qui sont précisément sous-représentées. Avec Marta Segarra, nous avons organisé un colloque qui vient d'être prolongé par un numéro de la revue *Sociétés & Représentations* qui porte justement sur la représentation et la non-représentation des populations roms ou gitanes en France et en Espagne. Nous y parlons à la fois de surreprésentation (imaginaire) et de sous-représentation (politique). Ce numéro est emblématique de notre démarche pluridisciplinaire : sociologues, anthropologues, mais aussi littéraires, avec également une écrivaine et une photographe, ainsi que des figures militantes.

M. S. : Une des originalités majeures de ce projet, à mon avis, réside dans la collaboration de chercheur.e.s en sciences sociales et de chercheur.e.s en sciences humaines et, tout particulièrement, en études littéraires et artistiques (le cinéma inclus), ce qui est relativement peu habituel. Étant donné qu'un des objets principaux du projet, tel que l'a exprimé Caroline Ibos, sont les

expériences subjectives des migrant.e.s, les outils de l'analyse narrative et littéraire en général sont très pertinents. En outre, les études littéraires féministes ont cherché, depuis leur origine, à faire entendre les « voix » des femmes et des personnes minorisées ou subalternes, celles des migrant.e.s donc aussi. Finalement, les études littéraires s'intéressent à la question de la représentation, tel que l'a dit Éric Fassin, qui constitue aussi un volet de notre projet, autour des représentations que les personnes migrantes font d'elles-mêmes dans des textes littéraires ou des œuvres artistiques. Personnellement, je me suis intéressée récemment à l'œuvre d'une écrivaine franco-québécoise-tunisienne, Mélikah Abdelmoumen, auteure de plusieurs romans et d'un blog sur son expérience en tant que militante pour l'amélioration des conditions de vie des Roms en France. Son œuvre m'intéresse car elle soulève bien des questions théoriques autour de la question du témoignage, de la transmission de la voix de « l'autre », des discriminations subies par les personnes déplacées, de gré ou de force, etc. Elle a écrit, par exemple, un texte sur l'accent en tant que facteur discriminatoire qui m'a fait réfléchir à des questions théoriques autour de l'accent dans le sens large du terme, puisque « l'accent » peut s'appliquer à la parole, mais aussi à l'écriture et à la pensée.

C. I. : Je dirais aussi qu'au-delà de l'interdisciplinarité classique, une autre originalité du projet est la place accordée à l'art et aux formes de visualisation de la connaissance. Melis Tezkan, une artiste qui est aussi docteure en esthétique, qui a travaillé sur la vidéo comme art de la migration et se situe donc à l'articulation de la recherche artistique et scientifique, participe au projet. Elle réfléchit en artiste sur nos méthodologies et à la manière d'exposer nos recherches. Nous espérons ainsi que le colloque final de notre projet sera accompagné d'une exposition.

Au début d'un projet qui est organisé de manière horizontale et implique une vingtaine de personnes de disciplines différentes, il y a un risque de

RECHERCHE

dispersion des recherches. Après la première phase de germination, il faudra partager nos résultats, réfléchir à ce qui est généralisable et à ce qui n'a de sens que contextualisé. La réponse à nos questions, ce que le genre et la sexualité font à la migration et ce que la migration fait au genre et à la sexualité, sera nécessairement complexe.

Ma. S. : Dans le projet, la question de la parole est une dimension cruciale, comme l'atteste son sous-titre « laisser la parole » sans « parler à la place ». Pourquoi avez-vous choisi de mettre l'accent sur cet angle-là ?

E. F. : La critique bourdieusienne des « porte-parole », qui parlent à la place des autres, redouble lorsqu'il s'agit de populations dominées. On pense à la question posée par Gayatri Spivak : les subalternes peuvent-ils (et surtout elles) parler ? L'enjeu, c'est de donner la parole (et parfois, tout simplement, de laisser prendre la parole). C'est une question à laquelle je suis particulièrement sensible puisque je travaille (scientifiquement) et m'engage (politiquement) de longue date sur des questions minoritaires sans appartenir moi-même à une catégorie minoritaire. Comment faire pour ne pas usurper la parole de celles et ceux qu'on revendique de soutenir ? Une des manières, c'est de parler, non pas de groupes sociaux (les femmes, les homosexuels, les Noirs, les migrants, etc.), mais de « questions » (la question homosexuelle ou la question noire, etc.), soit d'enjeux politiquement construits qui nous concernent toutes et tous dès lors qu'il s'agit des normes – sexuelles et raciales. Reste qu'il ne suffit pas de déplacer le questionnement ; il faut aussi interroger les pratiques de production du savoir, pour tenter de les faire bouger.

Ma. S. : Ce n'est pas toujours le cas, en tous cas en sciences sociales...

E. F. : Cela prend du temps. Le monde universitaire n'est pas toujours réceptif à cette exigence, et il se

transforme lentement. Mais les résistances rencontrées prouvent à mon sens la nécessité de bousculer nos évidences : sous couvert d'universalisme, ne risque-t-on pas de reproduire l'ordre des choses, en n'écoulant que les points de vue majoritaires ?

Ma. S. : Qu'est-ce qu'implique, sur le plan méthodologique, donner la parole aux personnes concernées ?

E. F. : La première chose qu'on peut faire, c'est de nommer le problème. Qui parle ? Cette question ne doit plus être implicite ; il faut qu'elle soit explicitée. Cela ne résout sans doute rien ; mais c'est un début. Par exemple, dans le dossier sur la (non-) représentation des Roms, on voit bien comment une écrivaine, une ethnologue, une photographe s'interrogent sur tout cela, en essayant d'inventer des dispositifs esthétiques et théoriques qui permettent de rompre avec la fausse évidence de ce qui va de soi, faute d'être mis en question : en termes foucauldien, le pouvoir qui est inscrit dans le savoir.

C. I. : Pour aller dans le même sens qu'Éric Fassin, je pense que la prise de parole est une question de démocratie politique mais aussi cognitive. Les personnes migrantes sont exclues de l'espace de la discussion démocratique, alors qu'elles sont sans cesse objets des discours, qu'ils soient politiques, médiatiques ou scientifiques. Comment comprendre des situations impliquant des personnes assignées au silence ? Aussi, avant toute interprétation ou métadiscours, permettre la parole me semble être un enjeu éthique et épistémologique majeur. D'un point de vue heuristique, cette parole vaut en elle-même ; cela ne veut pas dire qu'elle soit sacrée et qu'elle ne puisse devenir le matériau d'une recherche dérivée. Mais contribuer à la rendre publique, accessible et légitime est en soi un résultat de recherche. C'est pourquoi ressaisir la parole ou les paroles des migrant.e.s sur les questions de genre et de sexualité, dans leur

complexité et leur épaisseur historique, est l'un de nos objectifs. Cela suppose un travail archivistique mais également de susciter et de recueillir cette parole dans ses énonciations contemporaines. Dans le projet, plusieurs jeunes chercheur.e.s font des recherches ethnographiques sur des terrains différents, par exemple des associations de femmes roms (Anne-Cécile Caseau) ou de défense des droits des migrant.e.s sexuel.le.s (Sebastiano Cesaro). Si, dans trois ans, nous parvenions à publier un catalogue raisonné des récits du genre et de la sexualité en migration à partir de nos différents terrains et fonds d'archives, cela serait à mes yeux un résultat intéressant.

Ma. S. : Dans les études de genre, encore plus que dans d'autres domaines en sciences humaines et sociales, le « *situated knowledge* » ou l'épistémologie du point de vue relèvent d'une démarche méthodologique particulière. Comment pensez-vous ces questionnements par rapport aux différents sujets traités dans le projet ?

M. S. : L'avantage des études littéraires, c'est que, pour la plupart de leurs orientations, elles partent de la base de la singularité absolue de toute œuvre, de toute voix. Cela les a plutôt desservies, puisqu'elles ont toujours été considérées moins « scientifiques » que d'autres disciplines, même dans le périmètre des SHS, comme la philosophie, la sociologie ou l'histoire. Mais l'évolution de la « science » est allée dans leur sens, mettant en doute les « grands récits » qui avaient la prétention d'expliquer le monde et reconnaissant donc la partialité (dans le double sens de « fragmentaire » et d'« incomplet ») de tout résultat de la recherche, même dans les sciences appelées « dures ». En ce sens, je trouve très suggestive la revendication que fait Donna Haraway, féministe et philosophe des sciences, de la « SF » (sigles en anglais de « science-fiction » ou « fiction spéculative », « féminisme spéculatif », « données scientifiques » et « soin de ficelle », entre autres possibilités).

C. I. : Les épistémologies de point de vue sont nées d'une critique féministe des « grands récits » de la science, comme dit Marta. Elles ont utilement remis en cause les conceptions traditionnelles de la neutralité axiologique, en montrant les biais scientifiques par lesquels une recherche apparemment neutre pouvait bénéficier aux groupes socialement les plus puissants. Cela a ouvert un débat sur le privilège épistémique des groupes sociaux marginalisés : est-ce que ces personnes ont une compétence particulière pour comprendre ce qui les concerne ? Est-ce que partir de leur expérience renforce l'objectivité de la connaissance ? Dans un groupe spécifique, les expériences subjectives sont-elles toutes identiques ?

Dans mon travail, si je considère un ensemble de personnes que j'ai construit comme groupe de recherche, par exemple les migrantes ivoiriennes travaillant comme nounous à Paris, elles n'expriment pas de point de vue collectif sur leur expérience de femmes migrantes et racisées, sur les éventuelles discriminations dont elles sont les destinataires, sur leurs difficultés à trouver un travail en relation avec leurs compétences ou un logement décent, etc. Et si je travaille sur un collectif déjà constitué, comme une association ou un syndicat, les positions subjectives à l'intérieur de ce groupe sont différenciées : les points de vue restent partiels, partiels et situés. Faut-il alors renoncer à toute possibilité d'objectivation ?

Il me semble essentiel de prendre en compte les expériences de celles et de ceux dont l'observation fonde les hypothèses normatives des chercheur.e.s, sans pour autant leur attribuer un privilège épistémique. Mais alors, quels protocoles pourraient générer la connaissance la plus objective possible ? L'objectivité n'est ni une décision, ni une qualité personnelle, mais résulte de pratiques dialogiques et intersubjectives. Je ne travaille pas seulement *sur* des femmes migrantes, mais aussi *avec* elles qui ne sont pas privées de capacités interprétatives. Le travail d'objectivation consiste selon moi d'abord à inclure une pluralité de points de vue,

RECHERCHE

puis à analyser les conditions et les formes de ces savoirs situés, que ce soit ceux des chercheur.e.s ou des personnes qu'ils ou elles soumettent à leur enquête. C'est pourquoi j'évoquais précédemment un « catalogue raisonné » des récits du genre et de la sexualité en migration comme l'un des résultats valides de notre recherche.

E. F. : Le « point de vue situé » n'est pas un renoncement à la scientificité, bien au contraire. C'est une manière d'objectiver ce qui, faute d'être analysé, devient d'ordinaire un biais : on regarde toujours avec une perspective. Cela ne veut pas dire que le point de vue minoritaire sur les questions minoritaires serait « vrai » ; cela veut dire que le

point de vue majoritaire n'est pas le point de vue de Dieu (ou de Sirius). Pourquoi se pose-t-on telle question plutôt que telle autre, en jugeant tel objet plus important que tel autre, et pourquoi le travail de recherche prend-il des formes si diverses, avec des variations d'outils conceptuels et méthodologiques, en apportant des réponses tellement différentes ? Parce que les vérités que nous construisons ne sont pas absolues ; elles sont situées. Revenant à la science, elle ne saurait prétendre à une vérité théologique ; ce serait dénier son historicité. Cet enjeu est inséparablement épistémologique et politique : les vérités transcendantes n'ont-elles pas pour effet de réduire au silence les vérités dissidentes ? ■